

A LA UNE

[A voir :](#) [Congés, vacances et ponts: mode d'emploi](#) • [Fiche de paie simplifiée](#) • [Ce qui change en 2015](#) • [Loi Macron: ce qui change](#) •

Nouvelles réactions des partenaires sociaux au plan pour l'emploi

Entreprise par AFP, publié le 18/01/2016 à 18:17, mis à jour à 18:17

Paris, 18 jan 2016 - Nouvelles réactions des organisations syndicales et patronales au nouveau plan pour l'emploi détaillé lundi par le président François Hollande:

- Pour l'UNAPL (professions libérales) et l'UPA (artisans), le plan pour l'emploi "ne répond pas aux attentes des entreprises qu'elles représentent". Les deux organisations regrettent ainsi dans un communiqué commun le report de la baisse des charges de deux ans et dénoncent "la volonté de supprimer l'exigence de qualification pour exercer certains métiers et la dérèglementation de certaines professions". Sur l'apprentissage et l'alternance, "les chefs d'entreprise, échaudés par des revirements successifs dans le soutien aux entreprises formatrices et inquiets face à la rigidité de ces contrats, resteront extrêmement prudents", avertissent-elles.

- Marc Sanchez, secrétaire général du Syndicat des indépendants (SDI) se dit pour sa part "satisfait de la généralisation de la prime de 2.000 euros aux entreprises de moins de 250 salariés, dont les TPE (très petites entreprises, ndlr) bénéficieront enfin". Sur la réforme du code du Travail en revanche, il se dit inquiet "du flou qui accompagne la mise en oeuvre des accords collectifs qui s'imposeront à ces entreprises qui ne maîtrisent ni le rythme, ni la subtilité juridique des négociations professionnelles" et demande la "création de +cellules TPE+ au sein de chaque branche professionnelle".

- L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) estime de son côté que les propositions de M. Hollande "vont dans le bon sens même si elles posent, pour certaines, la question des moyens alloués pour leur mise en oeuvre", saluant en particulier la transformation du CICE en baisse générale des cotisations sociales dès 2017.

- Christian Nibourel, président du Groupement des professions de service (GPS) juge lui aussi que "le plan d'urgence va dans le bon sens" mais qu'il "ne va pas jusqu'au bout des pistes exploitables". Le responsable regrette notamment que l'on ne parle pas de réforme du contrat de travail et appelle à "une flexibilité responsable dans l'organisation du travail".